

L'Humanité *Rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 291
samedi 21 juin 1975

PARIS, chaleureuse réunion :

« union avec le tiers monde contre les deux superpuissances »

Judi soir le Centre d'Études sur l'Indépendance Nationale (C.E.I.N.) organisait une réunion publique sur le thème : «FRANCE TIERS MONDE : SOLIDARITE !». Le souci des organisateurs de la réunion était de souligner l'importance de la solidarité avec le tiers monde face aux ambitions de domination mondiale des deux superpuissances. Ils avaient fait appel dans cet esprit aux représentants d'organisations ou de courants politiques aussi différents que L'Appel (gaulliste), l'Union des Jeunes pour le Progrès (gaulliste), la Nouvelle Action Française (monarchiste), l'Humanité-Rouge. Voisinage étonnant à priori et pourtant, une salle comble et attentive a pu le constater, les convergences l'ont largement emporté. L'assistance pourtant hétérogène l'a d'ailleurs manifesté en applaudissant avec une chaleur égale les différents orateurs notamment lorsqu'ils affirmaient la nécessité du départ de Méditerranée des flottes américaine et soviétique et lorsqu'ils préconisaient la lutte sans compromis contre l'hégémonisme.

Camille Granot :

« POURQUOI IL FAUT SOUTENIR LE PEUPLE PALESTINIEN »

L'intervention présentée au nom des communistes marxistes-léninistes de France par la camarade Camille Granot devait largement insister sur la nécessité du soutien résolu au peuple palestinien sur la base de ses justes exigences exprimées par son représentant légitime l'OLP.

Dès le début, Camille Granot expliqua la raison de ce choix. C'est que, dit-elle : «La solidarité se noue dans un combat commun contre des ennemis communs, et dans le respect mutuel des positions de lutte de chacun. Combattre ensemble nos ennemis communs, c'est ce qui nous unit fondamentalement au tiers monde tout entier.»

Parlant de l'État sioniste d'Israël elle devait poursuivre : «Né avant-hier de la volonté britannique de dominer la région, hier et aujourd'hui «créature» de la superpuissance américaine qui ne lui refuse aucune aide ni politique, ni diplomatique, ni financière et l'alimente en quantités exorbitantes de matériel militaire, l'État sioniste est aussi aujourd'hui une créature de l'autre superpuissance, plus discrète et plus tard venue, qui lui envoie des immigrants, véritables «nerfs de guerre» pour un État colonisateur bâti sur l'immigration étrangère. Ne tente-t-elle pas de préparer la relève des États-Unis, n'a-t-elle pas réaffirmé ces derniers temps sa volonté de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël ? Une superpuissance envoie le matériel, l'autre les soldats. L'État sioniste, lui, fait le sale travail...



La tribune pendant l'intervention de notre camarade Camille Granot. De gauche à droite : Jean-Michel Naulot, Patrice Gélinet, Bertrand Renouvin et Olivier Germain-Thomas.

pour le compte des intérêts économiques, stratégiques et politiques des deux superpuissances !»

Et plus loin elle en tirait les nécessaires leçons pour les peuples européens : «Autrement dit, une Méditerranée débarrassée des flottes étrangères, un Moyen-Orient libéré, une Palestine indépendante, sont autant de

garanties pour une Europe et une France libres et indépendantes. Car, permettez-nous de le répéter une fois encore, l'Europe est l'enjeu principal de la rivalité des deux superpuissances...

«N'est-ce pas le caractère immanquable d'une troisième guerre mondiale causée par

(Suite page 4.)

VISITE D'AMITIÉ DU PRÉSIDENT DU PORTUGAL EN ROUMANIE

Le président portugais Costa Gomes s'est rendu en Roumanie du 13 au 15 pour s'entretenir officiellement avec le président Nicolai Ceausescu des relations bilatérales des deux pays et de questions internationales d'intérêt commun.

A l'issue de cette visite les deux pays ont signé un traité d'amitié et de coopération, un accord commer-

cial à long terme, un accord à long terme sur la coopération économique, scientifique et technique.

Cette démarche témoigne de la volonté croissante qui s'exprime au Portugal de nouer des relations privilégiées avec des pays non-alignés pour mieux s'opposer à l'hégémonie des deux superpuissances.

INCIDENTS A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE PORTUGAISE

Mardi matin, au cours d'une séance de l'assemblée constituante portugaise, de vifs incidents ont opposés les tenants de la liberté d'expression et de presse à ceux qui défendent le monopole de l'information au profit des révisionnistes et du social-impérialisme. Au cours de son intervention, M. Medeiros Ferreira, député socialiste a défendu le droit à la liberté d'expression de la presse. Des journalistes

révisionnistes présents ont alors marqué leur opposition à cette thèse en quittant ostensiblement l'assemblée dont les travaux ont dû être suspendus pendant plus d'une heure après les vives discussions provoquées par cet incident.

Nul doute que le peuple portugais refuse violemment le baillon que les révisionnistes du PUCP entendent lui imposer !

ANGOLA Pour l'unité

Les trois mouvements de libération angolais : MPLA, FNLA, et UNITA se retrouvent actuellement au Kenya pour examiner les problèmes posés au pays dans le cadre de la décolonisation. La réunion a été ouverte officiellement par le président Jomo Kenyatta. Il a rappelé que l'unité réalisée antérieurement à la réunion de Mombasa n'a pas fait plaisir aux ennemis de l'Afrique qui tentent d'exploiter l'actuelle situation en Angola — où des milliers de personnes ont trouvé la mort dans les combats qui ont opposé les mouvements d'indépendance — pour leurs propres intérêts, «*le monde entier attend de juger votre sens politique*», a-t-il conclu en appelant de façon pressante les trois mouvements à

conclure un accord de cessez-le-feu.

Ces propos étaient confirmés par un journal nigérian affirmant au même moment : «*Les spécialistes politiques assurent que le chaos et l'insécurité en Angola sont organisés par quelques puissances mondiales qui veulent utiliser ce territoire africain comme sanctuaire où poursuivre leurs propres buts égoïstes*». Pétrole, uranium, or, diamants... le sous-sol angolais est extrêmement riche. Ces richesses intéressent fort les deux grands brigands internationaux que sont les USA et l'URSS. Mais elles appartiennent au seul peuple angolais qui saura trouver le chemin de son unité pour bouter hors de son territoire tous les impérialistes.

LES VAMPIRES

Non content d'exploiter les richesses naturelles du tiers monde et la sueur de ses peuples, l'impérialisme se livre actuellement à un nouveau et abominable trafic : celui du sang des pauvres. Les pays développés manquent en effet de sang, des compagnies transnationales principalement américaines ont donc mis sur pied un vaste réseau d'exploitation du sang humain dans les pays sous-développés d'Afrique et d'Amérique latine. Ce seul continent latino-américain fournit ainsi chaque mois plus d'un million de litres de sang.

L'Organisation mondiale de la santé a révélé tout récemment qu'une dizaine d'entreprises spécialisées dans ce commerce obtiennent des bénéfices de 150 millions de dollars en Amérique latine. Ce sang ainsi volé aux pauvres de la planète leur est ainsi payé 2 à 3 dollars le litre et revendu à raison de 20 à 40 dollars !

De partout, dans le tiers monde notamment, principale victime de ce trafic odieux, des voix se sont élevées pour dénoncer ce scandale et exiger qu'il y soit mis fin sans attendre.

LES FEDAYINES A L'OFFENSIVE EN PALESTINE OCCUPÉE



La résistance palestinienne intensifie ses opérations militaires en Palestine occupée, pilonnant la ville israélienne de Mutallah, attaquant à la roquette la ville côtière de Nahariya. Elle réplique ainsi vigoureusement aux barbares agressions israéliennes qui ont à nouveau bombardé les villages martyrs de Nabatiyeh et trois villages du sud Liban.

LA QUESTION CHYPRIOTE DISCUTÉE A L'ONU

Bientôt un an que la rivalité accrue des superpuissances en Méditerranée, faisait éclater l'affaire de Chypre, causant de nombreuses souffrances à la population des deux communautés.

Le conseil de sécurité de l'ONU vient de terminer ses travaux sur la situation à Chypre.

A cette occasion le représentant chinois a déclaré : «*Nous constatons avec satisfaction que, ces derniers temps, les parties intéressées dans la question chypriote ont entamé des pourparlers et obtenu de premiers progrès. Nous espérons sincèrement que les deux nationalités chypriotes et les parties intéressées continuent d'écartier l'immixtion et l'interven-*

tion des superpuissances et qu'elles s'efforcent d'obtenir le plus tôt possible une solution raisonnable de la question chypriote, avec en vue l'ensemble de la situation, en se consultant avec patience, dans un esprit de compréhension et de compromis mutuels, sur la base de l'égalité et par voie pacifique.»

N'osant plus répéter sa proposition sur «*l'envoi d'une mission du conseil de sécurité à Chypre*», le représentant soviétique Malik, a préconisé une fois de plus la convocation d'une «*conférence internationale*», espérant ainsi se mêler des affaires chypriotes et avancer ses pions dans la région. Sa proposition, très froidement accueillie, n'a rencontrée aucun écho !

MALI - HAUTE-VOLTA Sommet de la réconciliation

Les délégations africaines affluent à Lomé, capitale du Congo pour siéger aux travaux du «*sommet de la réconciliation*» chargé de régler, par la négociation, les problèmes qui ont opposé le Mali et la Haute-Volta. N'en déplaisent aux impérialistes de tout poils et particulièrement aux deux superpuissances qui attisent en coulisse les conflits qui peuvent opposer deux pays frères dont les contradictions ne sauraient être antagoniques, ce différend frontalier est d'ores et déjà en cours d'apaisement. Ainsi que l'a déclaré le président du

Niger, lors de son arrivée à Lomé : «*Nous souhaitons que la sagesse africaine prenne le pas sur les passions, de façon à déboucher sur une véritable sécurité entre le Mali et la Haute-Volta, pour la réalisation des projets de développements économiques, non seulement au niveau de nos Etats respectifs, mais au niveau de notre sous-région.*»

Une fois de plus, la vigilance de l'OUA et de toute l'Afrique combattante aura fait échouer un nouveau complot impérialiste.

BADIN (TOULOUSE)**Nouvelles agressions
des révisionnistes
contre les grévistes**

Depuis le 3 février la grève se poursuit à Badin. La campagne qui avait été lancée à Toulouse contre une nouvelle épreuve de force s'est révélée juste. Alors que des négociations étaient possibles avec la nouvelle direction chargée de racheter l'usine, celle-ci a préféré poursuivre la politique de ses prédécesseurs. Pour cela elle a l'appui de l'État, des flics, de l'encadrement jaune... et des révisionnistes !

En effet ceux-ci viennent de porter un rude coup à la grève en organisant les jaunes en section CGT. Bien sûr un tel syndicat a l'approbation du nouveau patron Quessada. Celui-ci a d'ailleurs une autre usine à Tarascon (Ariège) où il s'entend très bien avec son syndicat CGT. Ce Quessada rêve de faire de l'ancienne usine Badin, une entreprise de 200 personnes. Mais pour cela il lui faut la «paix sociale». Donc d'abord se débarrasser des grévistes. Comme les flics ne lui suffisent pas, il cherche l'appui sur les jaunes. Les premiers jours il avait tenté de nous mettre dehors avec des coups en entraînant les jaunes à sa suite. Cela avait été un échec. Mais maintenant qu'il y a la CGT tout va bien. Il fait un vote devant huissier : 100 % des voix pour l'expulsion des grévistes !... Et puis il embauche pour remplacer les grévistes : des jeunes gracieusement offerts par Chirac avec une prime de 500 F et des syndiqués CGT !

Pour enrayer ces projets, les grévistes avaient cependant décidé de mettre en lieu sûr des outillages de

machines qui ne seront restitués que lorsqu'un accord sera intervenu entre direction et grévistes. Malgré cela la direction maintient sa position car elle est sûre de ses appuis : les flics et les révisionnistes.

Face à cela renforçons la solidarité avec les grévistes de Badin. Communiqués de soutien et soutien financier peuvent être envoyés à la CFDT, 16, rue Auber, 31 000 Toulouse (mettre pour Badin dans l'enveloppe).

PS : Dimanche soir, 15 juin, les grévistes avaient décidé de populariser leur lutte et de faire une collecte aux abords d'une «fête populaire» organisée par le P«C»F comme ils l'avaient fait le dimanche précédent à une fête organisée par le PS. Au bout de quelque temps, des révisionnistes agressifs sont venus pour des «explications», c'est-à-dire des coups et ordre de déguerpir ! Voilà la politique impulsée par les dirigeants du P«C»F. Et tous ces faits montrent quelle serait la nature du régime qu'ils rêvent d'instaurer en France. Après avoir soumis au social-fascisme les travailleurs d'URSS et des pays de l'Est, les dirigeants soviétiques avec l'appui du Parti «communiste» français tentent de soumettre les travailleurs de France à leur joug.

Les coups reçus par les grévistes de Badin sont venus des flics, du patron, de quelques jaunes hystériques et... des révisionnistes. Cela illustre quels sont les ennemis jurés de la classe ouvrière !

Correspondant H.R.

ECHOS DES LUTTES

Par leur lutte résolue les travailleurs remportent un certain nombre de succès : chez *Barrez* (papier carton) à Drancy, c'est après avoir occupé l'usine pendant 18 jours, que les travailleurs ont obtenu les 40 heures (au lieu de 42) sans diminution de salaires, et la garantie qu'il n'y aurait pas de licenciements d'ici la fin de l'année.

De même chez *Peltex* à St Dié, après 22 jours de grève, les travailleurs ont obtenu l'annulation des licenciements. D'autres annulations de licenciements ont été obtenues. Pour les 150 salariés de chez *Citra-France* à Grandeville (construction) ; chez *Treins et Salmon* à Montreuil (bâtiment), après trois semaines d'occupation (180 licenciements étaient prévus).

A l'usine *Penarroja* à Largentières (dans les Cévennes), dont le propriétaire de ce supertrust n'est autre que le baron Guy de Rothschild, 300 mineurs de fond sont en grève illimitée depuis le 20 mai. Ils exigent une augmentation de salaire de 200 F, la mise en place de meilleurs conditions d'hygiène et de sécurité, de logement...

Aux usines *Ducellier* (fonderie, fabrication de dynamos et démarreurs) à Vergongheen et Ste Florine, en Haute-Loire, les ouvriers sont en grève depuis le 16 juin pour obtenir un salaire minimum de 1 800 F et la

retraite à 55 ans. Chez *Auclair* à Blois (produits de beauté) les 50 travailleurs sont en grève avec occupation depuis le 29 mai pour une augmentation de salaire de 350 F.

Des manifestations contre les plans de licenciements massifs ont eu lieu. Des centaines de travailleurs de *Rhône Poulenc textile* (1 300 salariés) de Vaulx-en-Velin ont manifesté à St Étienne contre les 800 licenciements (sur 1 300), et à Boulogne plusieurs centaines d'ouvriers venant des trois usines *ITT Claude* (lampes) contre un plan de 94 licenciements.

A *Creusot-Loire* (au Creusot), une quarantaine d'ouvriers du service «trempe» des ateliers de forgeage sont en grève depuis une douzaine de jours pour une augmentation de salaire. Comme seule réponse la direction ne propose rien d'autre que la menace de lock-out. Alors que les luttes se développent avec force, la bourgeoisie a de plus en plus tendance à la répression systématique. Ainsi chez *Camiva* (groupe Renault), où les travailleurs occupent l'usine depuis le 11 juin, la direction tente de les intimider en envoyant des lettres de menaces économiques dans les familles ! (la plupart étant des jeunes de 20 à 30 ans). Et comme ça ne lui suffit pas, elle assigne en référé 21 travailleurs (dont 19 dirigeants syndicaux) ! A l'usine *Carel et Fouché* (600 salariés) au Mans (métallurgie, groupe Languepin), 67 travailleurs ont été convoqués individuellement au commissariat central du Mans, certains sont menacés d'arrestation ; l'un d'entre eux accusé d'avoir «actionné des sifflets à air comprimé» a été incarcéré dans une cellule pendant 6 heures !

Ni la répression, ni les licenciements, n'empêcheront le développement des luttes, ils entraînent au contraire une riposte de plus en plus large et résolue.

COOPERATIVE D'EDF-GDF**Victoire contre
les licenciements**

Alors que la direction de la *Coopérative d'EDF-GDF* annonçait le licenciement d'un travailleur, le personnel s'est immédiatement mobilisé pour obtenir sa réintégration. Devant cette situation, la direction s'est affolée et a décidé un second licenciement. Ces deux licenciements étaient annoncés pour «faute professionnelle»

C'est alors que sous l'impulsion d'un camarade, la grève immédiate a été décidée par le personnel de la coopérative. La direction a répondu à la juste mobilisation du personnel par un 3^e licenciement, celui du camarade gréviste. Le personnel mobilisé et déterminé à lutter jusqu'à la réintégration des 3 licenciés, popularisa sa grève chez les agents EDF

GDF, utilisateurs de la coopérative en les appelant à boycotter les magasins. Ceux-ci apportèrent leur soutien immédiatement ainsi que la section CFDT. La CGT demanda au personnel de la coopérative de s'adresser au syndicat de l'alimentation et tenta en vain de diviser les travailleurs ; ces derniers étaient vigilants et connaissaient déjà le type de manœuvres des bonzes révisionnistes CGT et P«C»F.

Devant la détermination des travailleurs, la direction dut capituler et réintégrer les 3 licenciés.

Cette victoire contre les licenciements a permis aussi de démontrer une fois de plus que les dirigeants révisionnistes de la CGT ne défendent pas les travailleurs.

Correspondant H.R.

CABLES DE LYON (CLICHY)**1 500 ouvriers
luttent contre la CGE**

Les patrons cherchent à ébranler la détermination des grévistes : après le tribunal de grande instance pour les deux délégués syndicaux CGT, maintenant la procédure d'évacuation de l'usine est engagée. Rien n'y fait. Après 3 semaines d'occupation la section syndicale CGT réaffirme les revendications des ouvrières et ouvriers : augmentation de 300 F sur le salaire de base, 1 000 F de prime de vacances, maximum des qualifications actuelles pour tous, paiement des heures retenues aux délégués, paiement des jours de grève.

La section syndicale rappelle qui est le véritable patron des Câbles de Lyon : Ambroise Roux qui dirige la CGE et élabore la politique du CNPF et conseille fermement le gouvernement en place.

Le vrai visage des patrons

Nous savons que les patrons ne sont pas des sauveurs qu'il nous faut remercier de nous trouver du travail, du pain, ... du pétrole par ces temps «difficiles».

Nous savons que la production pour le seul profit maximum au plus grand mépris de nos intérêts et même de notre vie, conduit cette société à des crises économiques.

Nous savons que plus ces crises sont fortes, plus les patrons font

appel à la paix sociale comme le fait notre direction dans les lettres qu'elle envoie aux grévistes.

Bref, nous savons que les patrons sont pires que le diable. Ils nous mènent aussi sûrement que lui en enfer, mais ils nous demandent en plus d'y éteindre le feu.

Contre cette austerité que l'on voudrait nous imposer et puisque la direction des Câbles de Lyon refuse toute négociation, nous tous ouvrières et ouvriers de l'usine de Clichy A nous occupons notre établissement.

Notre lutte est déjà une victoire

Notre grève est déjà une victoire pour notre dignité car elle permet à tous les travailleurs quelle que soit leur nationalité de mieux se connaître.

Mais pour que cette première victoire soit suivie d'autres, il y a encore beaucoup de travail à faire et pour cela toute aide sincère nous est utile précieuse et bienvenue.

Notre lutte est ambitieuse, car, non seulement elle s'attaque à un patron qui est un des géants de l'industrie privée française, mais aussi elle touche toute la politique patronale actuelle.

Vive la lutte de tous les travailleurs !

Vive la lutte des travailleurs des Câbles de Lyon !

VENOT-PIC**110 licenciements**

Pendant 5 semaines, les ouvriers ont occupé l'usine pour s'opposer au licenciement de 157 des leurs. Les dirigeants révisionnistes de la CGT ont appelé à la reprise pour le lundi 16 juin... sans avoir rien gagné !

Ils ont déclaré : «L'espoir d'obtenir satisfaction dans un délai raisonnable, est désormais exclu». Avec un pareil raisonnement, jamais les LIP n'auraient gagné.

«La lutte (doit) se poursuivre à l'intérieur de l'entreprise, mais sous d'autres formes que la grève actuelle». Les vendus se sont bien gardés de dire quelles sont ces autres formes ! Les travailleurs en ont assez du bla-bla-bla habituel : pétitions, interventions des élus, négociations interminables qui ne servent qu'à trahir, etc.

«Nous n'avons reçu aucune aide des représentants du gouvernement». Là c'est un comble !

Ils parlent du «trust multinational Fives-Cail-Babcock» pour qui le mot négociation est inconnu. Comment se fait-il alors qu'au bout d'une petite semaine d'occupation, ces messieurs appelaient déjà à la reprise contre une simple promesse de négociation ?

Parler à tort et à travers de négociation n'aboutit qu'à démobiliser les grévistes.

Le résultat de cette trahison : 110 licenciements (avec autorisation de l'Inspection du travail), perte sèche de toutes les journées de grève, etc.

En agissant ainsi les dirigeants révisionnistes ont soulevé une lourde pierre pour se la laisser retomber sur les pieds, ils doivent rendre des comptes aux travailleurs.

Correspondant H.R.

LE NUMERO
SPECIAL DE
femmes
dans le **combat**

VIENT DE PARAITRE

(Suite de la page 1.)

l'affrontement entre les deux superpuissances, troisième guerre mondiale dont toutes les conditions sont réunies aujourd'hui, qui menace notre indépendance nationale ?

« Dans cette éventualité, une question nous préoccupe et chaque homme libre doit la peser : un pays, un peuple a-t-il écarté toute menace pour son indépendance nationale tant qu'un seul pays, un seul peuple a perdu la sienne ?

« Aussi la magnifique phrase que prononça Ho Chi Minh en juillet 66, alors que le peuple vietnamien était tout entier tendu dans son combat contre l'impérialisme américain : "RIEN N'EST PLUS PRÉCIEUX QUE L'INDÉPENDANCE ET LA LIBERTÉ", a-t-elle fait le tour du monde. Terriblement actuelle, terriblement efficace, et à laquelle, le vice premier ministre chinois, Teng Siao-ping, a fait écho, disant à Paris, aux peuples de France et d'Europe : "SANS

"L'INDÉPENDANCE NATIONALE, LE PEUPLE N'AURA RIEN". »

Enfin devant l'assistance qui manifestait avec chaleur son accord par des applaudissements nourris, Camille Granot devait conclure :

« Face aux superpuissances, en apparence le tiers monde est faible, en apparence l'Europe paraît protégée et épargnée. En fait, elle est gravement menacée dans son indépendance, et c'est le tiers monde qui est fort et qui porte les coups décisifs. Pourtant les peuples européens, en étroite solidarité mutuelle avec le tiers monde, et s'ils élèvent leur vigilance face au danger principal, l'impérialisme russe, peuvent et doivent devenir forts eux aussi, et renforcer par là-même leur capacité de défense et oser lutter en comptant principalement sur leurs propres forces. »

Patrice Gélinet,
directeur du C.E.I.N. :

«CINQ CONVERGENCES»

Après l'intervention de Camille Granot, Patrice Gélinet le directeur du Centre d'Étude pour l'Indépendance Nationale, devait conclure en déclarant : « Je ne suis pas surpris non plus par la convergence de vue qui se dégage des exposés précédents. Je retiens en particulier cinq points complémentaires sur lesquels nous tous nous trouvons d'accord, et à la suite de cela il devait lire à la salle le communiqué suivant :

Le jeudi 19 juin, le Centre d'étude pour l'indépendance nationale a tenu sa première réunion à laquelle participaient : Camille Granot de l'Humanité-Rouge, Olivier Germain-Thomas de la revue l'Appel, Jean-Michel Naulot de l'UJP et Bertrand Renouvin de la Nouvelle action française.

Le C.E.I.N. se félicite d'avoir rassemblé sur une même tribune les représentants de formations politiques aussi différentes dans un souci identique : celui de la solidarité qui doit unir la France et le tiers monde. Après avoir regretté l'insuffisance de la coopération avec le tiers monde et dénoncé les menaces que font peser les superpuissances sur la liberté des peuples et sur la paix, les orateurs ont réclamé :

- le soutien actif aux nations en lutte contre les dominations américaine ou soviétique,
- le renforcement des liens avec les peuples du tiers monde dans tous les domaines et dans le respect d'une stricte égalité,
- la tenue d'une conférence internationale sur les matières premières, prélude indispensable à un nouvel ordre économique mondial,
- l'évacuation de la Méditerranée par les flottes étrangères à cette région,
- la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

LES SOVIÉTIQUES. Ce sont ces deux superpuissances qui amènent la guerre, la subversion, la servitude politique, l'exploitation économique et la colonisation culturelle. Prenant l'exemple de Chypre, il a rappelé comment, sans se mouiller, les États-Unis et l'URSS avaient attisé le feu, faisant se battre entre eux les peuples de la région pour tirer les marrons du feu.

En concluant Renouvin a enfin souligné que « aujourd'hui la résistance à la volonté de domination des russes et des américains se fait de plus en plus forte ». Comme exemple « le retrait de la Grèce de l'OTAN, l'expulsion des experts soviétiques en Égypte » et il a ajouté : « Pour que demain la libération soit totale, il est nécessaire d'exiger le déménagement des bases, le retrait des flottes US et russes qui n'ont rien à faire en Méditerranée, et pour cela un seul moyen : LA SOLIDARITÉ DES PAYS ET PEUPLES MÉDITERRANÉENS. »

Les 14 et 15 juin se sont tenues à Nice, en présence de 6 000 participants, les septièmes assises nationales de l'UDR. Entre autres problèmes, les assises ont traité de la politique étrangère de la France et des questions de défense nationale.

Dans la motion de synthèse adoptée dimanche 15, il est notamment précisé que les assises réaffirment « leur attachement fondamental à la politique d'indépendance nationale (...) et réaffirment la nécessité pour la France d'une politique étrangère qui lui assure sa dignité et sa liberté de décision ». En outre, la motion de synthèse souligne qu'une telle politique suppose une défense « vraiment nationale, fondée sur la disposition de l'arme nucléaire et sur une armée issue de la conscription ».

Au cours des débats qui avaient précédé l'adoption de cette motion, Michel Debré et Maurice Couve de Murville, tous deux anciens premiers ministres, avaient insisté sur la nécessité de se doter d'une défense indépendante pouvant effectivement préserver l'indépendance nationale. Mais c'est Jacques Chirac qui avait été le plus clair à cet égard.

Il a en effet déclaré dans son intervention de clôture des assises : « Nous voulons maintenir une France forte, dans une Europe unie et indépendante (...) L'indépendance n'est pas une donnée immuable. Elle se conquiert. Elle se défend. La guerre nous apparaît maintenant comme pouvant à nouveau nous concerner directement. Aucune nation ne peut donc s'en remettre à une autre pour assurer son indépendance ».

A l'heure où la paix et les indépendances nationales en Europe sont sérieusement menacées par la rivalité des deux superpuissances et les préparatifs d'agression du social-impérialisme révisionniste russe, il ne nous est nullement indifférent qu'une formation aussi importante que l'UDR, quelles que soient par ailleurs le contenu de classe de sa politique, prenne, sur une question aussi décisive aujourd'hui que l'indépendance nationale, des positions nettes et fermes.

En effet, aujourd'hui il y a au sein de la bourgeoisie une lutte entre tendance à la résistance et tendance à la capitulation. Peu nous importe que cette dernière proclame à cor et à cris qu'elle se situe à gauche. Car à quoi cela sert-il si ça aboutit à l'asservissement national ?

Olivier Germain-Thomas (l'Appel) :

«QUE LES PAYS MÉDITERRANÉENS S'UNISSENT !»

L'intervention d'Olivier Germain-Thomas, directeur de l'Appel, ayant pour titre : POUR UNE POLITIQUE MÉDITERRANÉENNE, était centrée sur les problèmes de la situation en Méditerranée.

Après avoir rappelé que nous assistions au développement d'un phénomène capital, la coïncidence du sentiment national et du sentiment révolutionnaire dans les luttes contre les superpuissances, l'orateur a exposé ce qu'était la situation particulière de la Méditerranée.



Il a notamment souligné que, contrairement à l'Europe, il n'y a aucune ligne de séparation nette entre les zones d'influence des deux empires.

Dénonçant la collaboration et la rivalité des superpuissances il a déclaré : « Les Américains et les Soviétiques profitent du conflit israélo-arabe pour renforcer leur présence. Mais les pays riverains sont à la recherche d'un nouvel équilibre fondé sur le respect des indépendances. »

Dans ce cadre a-t-il ajouté : « Les économies du nord et du sud de la Méditerranée sont complémentaires et peuvent donc facilement développer leurs échanges ; car la mobilité créée par cette situation permet des initiatives visant à renforcer la solidarité à condition que les présences étrangères soient vigoureusement condamnées. »

Et Olivier Germain-Thomas a enfin proposé : « Une des premières initiatives pourrait être l'organisation d'une Conférence réunissant les pays riverains de la Méditerranée. » (...)

« Par rapport aux superpuissances, a-t-il conclu, il n'y a qu'une voie, celle de la lutte résolue et sans compromis. Pour cela il faut oser lutter en comptant sur ses propres forces. » Cette dernière remarque devait déclencher les applaudissements d'une assistance visiblement soucieuse d'indépendance nationale.

J.M. Naulot (UJP) :

«LOMÉ, UN EXEMPLE»

Avant de conclure sur la coopération avec le tiers monde J.M. Naulot a déclaré : « Enfin, notre politique de coopération gagnerait certainement en crédibilité si elle était poursuivie dans un cadre plus large. A cet égard, la Communauté européenne peut jouer un rôle privilégié. La Convention de Lomé, récemment signée avec 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique constitue un succès exemplaire pour l'Europe... il faut que la communauté poursuive dans cette voie (...) »

« De plus, il serait une grave erreur d'opposer les intérêts de la classe ouvrière française à ceux du prolétariat des pays en voie de développement. »

AUX ASSISES DE L'UDR :

« La guerre peut à nouveau nous concerner directement. Il faut se doter d'une défense nationale »